

«Si l'Ukraine voulait la paix elle aurait signé un accord avec Moscou dès le 28 février 2022»

écrit par Monique B | 10 juin 2025



Le premier épisode de l'émission Sanchez Effect, diffusé ce 9 juin 2025, comprenait une interview du chef de la délégation russe aux pourparlers à Istanbul et conseiller présidentiel, Vladimir Médinsky.



Le premier épisode de l'émission Sanchez Effect, diffusé ce 9 juin 2025, comprenait une interview du chef de la délégation russe aux pourparlers à Istanbul et conseiller présidentiel, Vladimir Médinsky.

«Si l'Ukraine voulait la paix et décidait de manière indépendante, elle aurait signé un accord avec Moscou dès le 28 février 2022»

Dans une interview exclusive diffusée sur RT le 9 juin, Vladimir Médinsky a affirmé que la Russie et l'Ukraine auraient pu signer un accord de paix dès le premier jour des pourparlers en 2022 si Kiev avait été libre de ses décisions. Selon lui, les conditions proposées à l'époque étaient bien plus souples que celles offertes aujourd'hui.

Dans l'émission du journaliste Rick Sanchez sur RT, Vladimir Médinsky, chef de la délégation russe aux pourparlers à Istanbul, a déclaré que « si l'Ukraine voulait vraiment la paix et décidait de manière indépendante, elle aurait signé un accord avec Moscou dès le 28 février 2022 ». Il a précisé que les conditions proposées alors, étaient plus favorables pour Kiev que celles actuellement sur la table.

La Russie demandait que l'Ukraine renonce à entrer dans

l'OTAN, qu'elle n'accueille pas de bases militaires étrangères, qu'elle reconnaisse le statut officiel de la langue russe et de l'Église orthodoxe, accepte les résultats du référendum en Crimée et cesse toute tentative de contrôle sur les républiques du Donbass. « Je leur disais: ayez une position et une armée neutre comme celle de l'Autriche », a-t-il expliqué sur RT.

Vladimir Médinsky a aussi révélé que le traité rédigé à Istanbul en avril 2022 faisait 19 pages, préparé en trois langues. Vladimir Poutine y avait ajouté deux corrections avant de le transmettre à Zelensky le 15 avril 2022. Ce dernier serait resté silencieux pendant deux semaines, période durant laquelle il a reçu Boris Johnson, Antony Blinken et Lloyd Austin. « Ensuite, Kiev nous a dit que leurs partenaires occidentaux étaient contre la signature du traité », a dit Vladimir Médinsky.

Une délégation ukrainienne affaiblie et sous influence

Comparant les négociateurs ukrainiens d'hier et d'aujourd'hui, Vladimir Médinsky affirme qu'en 2022, ils semblaient « plus autonomes et libres », alors qu'aujourd'hui « ils sont nerveux, se surveillent entre eux, comme des cadres exécutifs sous contrôle ».

Il a ajouté: « *Quand je regarde dans les yeux des militaires ukrainiens en face de moi, je vois qu'ils ne veulent pas la guerre. Ils ne veulent pas envoyer leurs soldats mourir* ».

Vladimir Médinsky souligne que ce conflit n'est pas dans l'intérêt de la Russie : « Nous n'avons pas besoin de ce conflit du tout ». Il insiste en revanche sur le fait que « le pouvoir ukrainien, lui, a besoin d'un ennemi et d'un conflit permanent pour rester en place ». Il dénonce une élite ukrainienne détachée du peuple: «

Leurs familles vivent à l'étranger, avec des passeports britanniques, en toute sécurité ».

Il avertit aussi que si le conflit s'arrêtait sans accord de paix solide, la ligne de front deviendrait « un nouveau Haut-Karabagh », un territoire disputé, non reconnu, et risquant de provoquer une guerre à grande échelle. « Nous ne voulons pas d'un Karabagh géant qui pourrait conduire à une guerre nucléaire », a-t-il insisté.

Refus de récupérer les corps des soldats ukrainiens

Vladimir Médinsky a également abordé la question de la restitution des corps de soldats ukrainiens. Selon lui, Moscou propose depuis des semaines de rendre les dépouilles de 6 000 soldats ukrainiens identifiés, conservés dans des wagons réfrigérés. « Nous pensions qu'ils nous remercieraient. Mais ils refusent carrément de les reprendre ».

Il avance deux raisons principales à ce refus: la difficulté de reconnaître l'ampleur des pertes et les conséquences financières. En Ukraine, une loi prévoit des compensations importantes pour chaque mort confirmé, jusqu'à 350 000 dollars. « Mais cet argent n'est pas dépensé pour indemniser les familles. Il est utilisé ailleurs. C'est à vous de voir où », a-t-il précisé.

Enfin, il confie que certains négociateurs ukrainiens, en privé, se montrent « raisonnables » et souhaitent arrêter l'effusion de sang. Mais, selon lui, « leurs parrains étrangers ne leur permettent pas de conclure un accord dans l'intérêt de l'Ukraine ». L'un d'eux lui aurait lancé en 2022 : « Toi, Vladimir, tu n'as qu'un seul supérieur. Moi, j'en ai trois ».

Pour Vladimir Médinsky, la paix reste possible si l'Ukraine agit selon ses intérêts et non selon ceux de

l'Occident.

RT France